



APPEL A PROJETS

MOFWAZAJ DIJITAL

**« Accompagnement des TPE à la
transformation numérique »**

Règlement

Table des matières

Introduction	3
1. Objectifs	3
2. Thématiques éligibles	4
3. Critères d'éligibilité des projets	4
3.1 Critères d'éligibilité des candidats	5
3.2 Critères concernant les partenaires du projet	5
3.3 Critères de durée	6
3.4 Critères concernant les publics cibles des accompagnements-actions et des sensibilisations	6
3.5 Critères économiques	6
3.6 Critères de mesures d'impact	7
4. Critères de sélection des projets	7
5. Période de mise en œuvre de l'appel à projets et procédure de sélection des candidats	7
6. Engagement des lauréats	8
7. Dépôts des Dossiers de candidature et contacts	9
ANNEXE 1 – DONNÉES DE REPORTING A FOURNIR PAR LES OPERATEURS	10
ANNEXE 2 – DEFINITIONS	11

Introduction

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu des retombées particulièrement négatives pour les TPE martiniquaises dont la majorité n'avait pas encore démarré leur transformation numérique.

Dans un contexte économique fragilisant les entreprises, qui rencontrent par ailleurs des freins structurels liés à leur insularité, la Collectivité Territoriale de Martinique met en œuvre un programme d'accompagnement collectif des TPE en matière de transformation numérique.

L'objectif de ce programme est d'accompagner environ 5 000 entreprises, en répondant aux grands enjeux suivants :

- Sensibiliser les TPE sur les enjeux opérationnels du numérique pour leur activité ;
- Proposer un accompagnement massif des TPE autour de thématiques ciblées ;
- Identifier et inscrire dans le programme des entreprises pouvant être éloignées du numérique.

Compte tenu de l'ambition affichée en termes de volume d'entreprises accompagnées et afin de tenir compte des différents degrés de maturité numérique des entreprises, le programme prévoit deux types d'accompagnements :

- Des **accompagnements-actions** orientées vers l'identification de solutions numériques en réponse à un besoin concret de l'entreprise, dans le cadre d'un parcours en plusieurs phases (1- expression du besoin, 2- formation, 3- accompagnement sur une action simple). 80% à minima du budget de l'appel à projets est dédié à ce type d'accompagnement.
- Des **actions de sensibilisation** des entreprises.

Le succès du programme implique l'organisation d'actions d'accompagnements innovantes dans leur format et s'appuyant sur une forte capacité de mobilisation des entreprises, notamment celles qui sont éloignées du numérique.

Les maîtres mots d'un accompagnement-action et des actions de sensibilisation recherchées sont l'efficacité, l'impact concret, la créativité dans les pratiques d'accompagnement et dans la mise en place d'une collaboration effective entre opérateurs.

Une même entreprise ne peut bénéficier que d'un seul accompagnement en fonction de sa maturité numérique (accompagnement-action ou sensibilisation).

Le présent appel à projets organisé par la CTM vise ainsi à identifier des structures capables d'organiser et de déployer massivement ces actions de sensibilisation et d'accompagnement-action.

La Collectivité lance un appel à projets qui a pour objectifs de :

- Sélectionner les opérateurs en mesure de déployer un programme d'accompagnement orienté vers l'action (« accompagnement-action ») ou la « sensibilisation », auprès d'un nombre conséquent de TPE (au moins 1 000 entreprises par opérateur lauréat sur les 2 types d'accompagnement) ;
- Mettre en place les outils de recueil de données des TPE accompagnées et leur niveau de satisfaction à l'issue du programme d'accompagnement puis 6 mois après dans le cadre de l'évaluation de la politique publique;
- Transmettre, au fil de l'eau, ces données permettant le suivi qualitatif et quantitatif des actions réalisées et de leurs impacts.

Afin de soutenir les objectifs développés ci-dessus, l'enveloppe globale disponible prévisionnelle de l'appel à projets est de 750 000 €.

2. Thématiques éligibles

Les actions d'accompagnements collectifs (accompagnements-actions ou sensibilisations) doivent cibler des besoins particuliers correspondant aux questions concrètes auxquelles sont confrontées les TPE. Elles doivent couvrir un ou plusieurs champs thématiques suivants :

- Communication, commercialisation, vente et fidélisation :
 - Développer mes ventes, vendre plus, vendre mieux
 - Communiquer avec mes clients, trouver de nouveaux clients et les fidéliser
 - Vendre ou proposer mes services à distance
 - Référencer mes produits ou mes services sur un catalogue
 - Répondre à un appel d'offres
 - Me développer à l'export
 - Gérer ma réputation et ma notoriété
 - Valoriser mon métier, mes valeurs, mon entreprise
 - Assurer et renforcer ma visibilité sur les réseaux sociaux
 - Créer mon site web
 - Développer une marque employeur

- Gestion, organisation, RH :
 - Réduire mes coûts
 - Obtenir un financement pour un besoin de numérisation
 - Mieux gérer ma trésorerie
 - Construire un modèle économique
 - Evaluer mes actifs pour transmettre mon entreprise
 - Gérer mes relations avec mes fournisseurs, mes employés, ma banque...
 - Gagner du temps, améliorer mes processus internes (dont processus de facturation, relance paiements, etc.)
 - Gérer mes stocks
 - Gérer mon informatique (sécurité, RGPD, cloud, abonnement...)
 - Être alerté sur mes obligations réglementaires
 - Développer mes compétences et celles de mes salariés
 - Recruter
 - Travailler à distance
 - Faire connaître mes valeurs et mon engagement d'un point de vue social et environnemental (accès aux personnes handicapées, respect de l'environnement, etc.)

Il est attendu des opérateurs candidats qu'ils proposent des actions à des cibles homogènes (secteurs d'activité et/ou thématiques spécifiques) en faisant valoir leur expérience. Il n'est pas nécessaire ni pertinent de répondre à toutes les thématiques.

3. Critères d'éligibilité des projets

Pour être éligibles, les projets doivent impérativement satisfaire aux critères exposés dans les rubriques suivantes. Le candidat s'assurera que son dossier permet à l'instructeur de juger du respect de ces critères.

Pour être éligible, le projet présenté par un groupement d'organismes doit combiner les 2 types d'accompagnement « accompagnement-action » et « sensibilisation ». Les dossiers ne combinant pas les caractéristiques des « accompagnements-actions » et des « sensibilisations » ne seront pas retenus.

Tout dossier incomplet sera rejeté.

3.1 Critères d'éligibilité des candidats

Le chef de file de chaque groupement devra être une personne de droit privé. Des personnes morales de droit public peuvent s'associer à des groupements dont le chef de file est une personne morale de droit privé.

Les structures éligibles suivantes sont visées par cet appel à projets :

- **Associations et entreprises privées ;**
- **Syndicats et associations de professionnels ;**
- **Collectivités et EPCI (Etablissements de Coopération Intercommunale) ;**
- **Autres établissements publics (Chambres consulaires).**

Le projet est porté par des opérateurs immatriculés en Martinique et œuvrant nécessairement dans les domaines de l'accompagnement des TPE et des usages du numérique à destination des entreprises martiniquaises.

Les candidats à l'appel à projets devront par ailleurs :

- Justifier de leurs capacités techniques et financières à porter le projet,
- Être à jour de leurs obligations fiscales et sociales.

3.2 Critères concernant les partenaires du projet

Ce programme est fondé sur le principe d'une dynamique collaborative et partenariale d'opérateurs martiniquais. Par conséquent, les projets attendus sont portés par des groupements regroupant des opérateurs locaux capables de proposer une offre globale et mutualisée.

Un chef de file est identifié et mandaté par les autres membres du groupement. Il aura pour rôle :

- D'être l'interlocuteur administratif et financier de la CTM (conventions, versement des aides...) ;
- D'organiser les différentes actions proposées pour un accompagnement et un parcours optimisé pour les bénéficiaires finaux ;
- De coordonner la réalisation du projet, la mesure de satisfaction des entreprises, le reporting de l'activité et l'évaluation du projet.

Chaque groupement doit être matérialisé par une convention de groupement, qui sera annexée à la réponse au présent Appel à projets et qui précisera :

- Les modalités de gouvernance, de représentation et de responsabilité entre l'ensemble des membres ;
- Les objectifs visés et les actions envisagées pour les atteindre, la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- Les engagements réciproques et les contreparties ;

- Les conditions de reversement de la subvention aux autres membres du groupement,
- Les modalités de suivi, de reporting et d'évaluation.

3.3 Critères de durée

Les projets auront une durée maximale de 18 mois pour leur réalisation.

Pour leur paiement, les projets sélectionnés seront contractualisés sur une période maximale de 24 mois, à compter de la date de publication de l'appel à projets jusqu'au 31 décembre 2022. La dotation sera versée en 3 tranches.

3.4 Critères concernant les publics cibles des accompagnements-actions et des sensibilisations

Le présent appel à projets vise à accompagner principalement les TPE martiniquaises de 0 à 9 salariés (y compris les entreprises agricoles et de la filière pêche). Ces catégories d'entreprises sont entendues au sens de leur définition par la réglementation européenne.

Les entreprises accompagnées devront :

- ne pas avoir été déclarée en situation de liquidation judiciaire au jour de l'inscription à une sensibilisation ou un accompagnement-action ;
- attester de leur respect du régime « de minimis » en vigueur (plafond de cumul de subventions pour les 3 derniers exercices fiscaux) ;
- Justifier de leur immatriculation en Martinique.

3.5 Critères économiques

Le montant de la subvention versée par la CTM dépend de la nature et de la portée de l'accompagnement proposé par les opérateurs. Les candidats présenteront des modèles économiques différenciés en fonction de l'intensité de l'accompagnement proposé aux entreprises, selon qu'il relève d'un accompagnement-action ou d'une action de sensibilisation. La rémunération maximale prévue pour les opérateurs dans le cadre du présent appel à projets est une subvention plafonnée à 150 000 € par groupement. Le nombre d'opérateurs retenus pourra être réajusté en fonction des candidatures soumises.

Les candidatures détailleront les budgets prévisionnels des actions d'accompagnement, en particulier les dépenses prévues pour le recrutement des entreprises et pour la mise en œuvre de l'accompagnement, ainsi que le détail des coûts de revient, prix de vente, marge bénéficiaire, etc.

Les dépenses éligibles au titre de cet appel à projets sont les suivantes :

- Frais de recrutement des entreprises et d'identification du besoin ;
- Frais de conception et d'ingénierie des programmes d'accompagnement-action et des programmes de sensibilisation ;
- Frais d'animation ;
- Frais de collecte et transfert de données ;
- Frais de gestion, pilotage, suivi ;
- Frais de coordination du groupement (au maximum 2% du montant du financement prévisionnel sollicité auprès de l'Etat).

Le budget devra faire apparaître les contributions respectives des différents membres du groupement.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts HT des actions proposées pour les opérateurs assujettis à la TVA et les coûts TTC pour les opérateurs non assujettis à la TVA. Dans le cadre de l'instruction du projet, la CTM peut être amenée à écarter toute dépense présentant un caractère

dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles. A ce titre, la CTM peut être amené à vérifier le caractère raisonnable des dépenses présentées.

Les dépenses sont éligibles à compter de la date d'envoi du projet.

3.6 Critères de mesures d'impact

Le candidat devra expliciter dans la réponse la ou les méthodes de mesure de l'impact concret du programme proposé pour les bénéficiaires finaux, et d'adaptation du projet en fonction des retours utilisateurs.

4. Critères de sélection des projets

Les projets recevables (au sens des critères d'éligibilité ci-dessus), complets et reçus dans les délais seront examinés par le Comité de sélection sur la base suivante :

- Capacité à développer et déployer un programme d'accompagnement répondant à des questions concrètes auprès d'un nombre significatif d'entreprises (au minimum 1000 entreprises par candidature) ;
- Capacité à recruter de manière effective des TPE pour les thématiques identifiées ;
- Capacité à constituer une équipe de conseillers compétents en matière d'accompagnement des entreprises ;
- Capacité à s'inscrire en complémentarité avec les dispositifs d'accompagnement, de diagnostic ou d'aide financière existants ;
- Références des opérateurs candidats en matière d'accompagnement des TPE et/ou des usages du numérique ;
- Méthodologie de recrutement massif des entreprises et de mise en œuvre des actions de sensibilisation et/ou d'accompagnement-action ;
- Cohérence des actions proposées par rapport aux thématiques et aux enjeux exposés dans l'appel à projets.

Une attention particulière sera portée aux actions suivantes :

- Les actions de promotion et de recrutement des entreprises au niveau local;
- La centralisation, la gestion, la complétude des bases de données ;
- Les supports et outils méthodologiques employés ;
- Le suivi et l'orientation des entreprises à l'issue d'un accompagnement à une action concrète.

Les actions organisées par des opérateurs candidats dans le cadre de dispositifs d'accompagnement déjà existants et proposés à titre gracieux ne sont pas éligibles à un financement.

5. Période de mise en œuvre de l'appel à projets et procédure de sélection des candidats

Le calendrier de l'appel à projets est le suivant :

- Clôture des dépôts du dossier de candidature : **30 juin 2021** à 12h ;
- Sélection des projets : **15 juillet 2021** ;
- Notification des lauréats retenus à compter du **31 juillet 2021**.

L'examen des candidatures sera assuré par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ce Comité de sélection est chargé notamment de :

- Présélectionner les projets à retenir ;
- Conduire les auditions ;
- Proposer l'allocation des aides pour les projets retenus ;
- Valider les modifications substantielles des projets au cours de leur mise en œuvre ;
- Assurer le pilotage global de la dotation.

Ce Comité peut se réunir de façon dématérialisée (saisine par mail et audio conférence si besoin).

6. Engagement des lauréats

6.1 Engagement relatif à la réalisation du projet

La mise en œuvre de chaque projet retenu fait l'objet d'un suivi par la CTM. Le comité pourra compléter la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet soutenu.

L'opérateur s'engage à informer régulièrement la CTM de l'avancement du projet, ainsi que de tout élément de nature à modifier les objectifs initialement fixés dans l'acte attributif des aides. En outre, le lauréat s'engage à autoriser la CTM à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats.

L'opérateur s'engage à se soumettre à tout contrôle technique (observation du déroulement des accompagnements, visites etc.) administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité.

Les données de suivi souhaitées seront transmises au fil de l'eau, avec une fréquence mensuelle.

6.2 Engagement relatif à l'information sur la participation de l'Etat et ses partenaires

L'opérateur s'engage à mentionner systématiquement le soutien de la Collectivité dans toutes les communications en lien avec le projet (publications, communications écrites ou orales...). Il s'engage aussi à participer aux rencontres ou réunions nationales/régionales qui lui seraient proposées.

L'opérateur devra apposer le logo de la CTM sur les supports et outils utilisés dans le cadre de l'opération subventionnée.

6.3 Engagement relatif aux obligations européennes et nationales en vigueur

Les subventions en faveur des entreprises bénéficiaires sont accordées sur la base du règlement dit des aides « de minimis », conformément au règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 et publié au Journal Officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014 ou tout texte lui succédant.

En conséquence, l'opérateur retenu dans le cadre du présent appel à projet s'engage à recueillir auprès de chaque entreprise bénéficiaire une attestation de respect du plafond des aides « de minimis » en vigueur.

Afin de pouvoir retracer les flux financiers en lien avec l'opération, l'opérateur retenu au titre du présent appel à projets s'engage également à tenir une comptabilité analytique ou équivalente. Cette comptabilité doit permettre, lors d'un contrôle, de justifier des dépenses et recettes effectuées dans le cadre de l'opération présentée.

6.4 Engagement relatif à la neutralité

L'opérateur s'engage à ne pas proposer et promouvoir une unique solution commerciale aux entreprises dans le cadre des actions de sensibilisation ou des accompagnements-actions auxquels elles sont inscrites, et à présenter objectivement à celles-ci, différentes solutions possibles dans leurs contextes de mise en œuvre, proposées par des éditeurs différents et n'appartenant pas au même groupe.

7. Dépôts des Dossier de candidature et contacts

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par mail à l'adresse balan.dijital@collectivitedemartinique.mq

Les dossiers incomplets ou ne répondant pas aux critères du présent appel à projets ne seront pas retenus.

La clôture des candidatures est fixée au **30 juin 2021 à 12h**, avis de réception d'e-mail faisant foi. Seul un accusé de réception, envoyé par courrier électronique vaudra confirmation du dépôt de la candidature.

Documents exigés :

- Présentation générale et technique du projet, y compris une description des TPE que le candidat se propose d'accompagner (profil, besoin, volumétrie) et un calendrier prévisionnel des accompagnements-actions ou des sensibilisations (15 pages maxi) ;
- Budget prévisionnel détaillé avec les précisions sur les coûts de revient, le prix de vente, la marge bénéficiaire et plan de financement ;
- Références de l'entreprise ou des entreprises du groupement, expériences similaires ;
- Tout document prouvant l'existence fiscale des entreprises du groupement ;
- Tout document permettant la connaissance client pour le chef de file (K-Bis de moins de 3 mois, derniers statuts enregistrés, CNI en cours de validité du représentant légal, CNI en cours de validité du bénéficiaire effectif, table de capitalisation à jour)² ;
- Tout autre document nécessaire à l'analyse du projet ;
- Projet de contrat de constitution du consortium.

Tous renseignements, administratifs ou techniques, peuvent être demandés par email à balan.dijital@collectivitedemartinique.mq

ANNEXE 1 – DONNÉES DE REPORTING A FOURNIR PAR LES OPERATEURS

Annexe technique

Liste des données à fournir mensuellement par les opérateurs

Données relatives aux accompagnements	<ul style="list-style-type: none">• Type : accompagnement-action / sensibilisation• Libellé• Organisateur• Thème• Date• Lieu (le cas échéant)
Données relatives aux entreprises bénéficiaires (voir le format ci-dessous)	<ul style="list-style-type: none">• Nom du participant• Prénom du participant• Fonction du participant• Nom de la structure• Type de structure (statut)• N° de Siret• Date de création de la structure• Courriel du participant• Téléphone du participant• Taille d'entreprise (y compris nombre d'apprentis)• Secteur d'activité (code NAF)• Adresse• CP• Ville• Région• Nom du responsable de la structure• Prénom du responsable de la structure• Courriel de la personne responsable de la structure• Utilité ressentie• Niveau de recommandation

ANNEXE 2 – DEFINITIONS

1) Lauréats

Groupements d'organismes représentés par un chef de file, retenus dans le cadre du présent appel à projets, qui déploient des accompagnements individualisés auprès des entreprises, les bénéficiaires finaux. Le chef de file, qui doit être une personne morale de droit privé, représente le groupement et agit au nom et pour le compte des membres individuels de son groupement et en est le responsable juridique, financier et administratif. C'est à lui qu'incombent les obligations contractuelles de la convention qui sera conclue.

2) Accompagnement-action

Un accompagnement-action est un parcours destiné à expérimenter un usage ou une solution numérique en réponse à un besoin concret.

Il s'adresse à des dirigeants d'entreprise (ou leurs représentants) qui partagent un même besoin concret et qui ne sont pas autonomes pour leur transformation numérique. Un projet d'accompagnement-action est conçu pour accompagner au moins 1 000 entreprises.

C'est un parcours accompagné d'une dizaine d'heures environ réparties sur 2 semaines minimum (dont une partie pour des travaux personnels à réaliser par le dirigeant). Il est animé par des professionnels de l'accompagnement à la transformation numérique des TPE et se déroule en plusieurs étapes (1-identification du besoin, 2- sensibilisation à l'apport du numérique, 3-réalisation concrète, livrable, orientations pour aller plus loin).

Il est gratuit pour l'entreprise.

Il est piloté en s'appuyant sur un outil numérique mais propose des échanges individualisés, soit à l'étape du recrutement, soit lors d'une séance interactive en ligne et/ou en présentiel pendant le parcours.

La rémunération prévue pour les opérateurs dans le cadre du présent appel à projets est une dotation d'un montant maximum de 150 000€. Les entreprises bénéficiaires n'ont pas à mobiliser leurs différents droits à la formation dans le cadre de cette opération.

Il est recommandé que le projet d'accompagnement-action soit proposé en association avec des opérateurs qui gèrent -de façon préexistante- un portefeuille d'entreprises, qui connaissent leurs besoins de transformation numérique, qui soient en capacité de les contacter et de leur proposer le programme d'accompagnement-action.

Ainsi, l'appui de réseaux existants (fédérations professionnelles, réseaux de proximité, experts-comptables, BGE, EPCI, CCI/CMA, associations de commerçants) est une composante forte des projets attendus afin de proposer des parcours combinant les avantages du numérique et de la proximité.

¹ Un professionnel de l'accompagnement à la transformation numérique des TPE/PME doit avoir des compétences numériques avérées générales et spécifiques au monde de l'entreprise (avec des références clients), des capacités d'accompagnement et de coaching de dirigeants d'entreprises, une expérience de la transformation numérique de TPE/PME ; il doit être en capacité de réaliser un diagnostic en toute neutralité vis-à-vis de potentielles solutions techniques, il doit formuler des propositions en adéquation avec le besoin des entreprises, et être en capacité de proposer un choix de plusieurs solutions.

3) Sensibilisation

Les actions de sensibilisation des entreprises au numérique sont orientées vers l'identification de difficultés opérationnelles relatives à leur activité et pouvant être résolues par des solutions numériques. Les actions de sensibilisation proposées par les opérateurs peuvent être en ligne ou en présentiel.

La sensibilisation est :

- Gratuite pour l'entreprise ;
- En ligne et/ou en présentiel ;
- Animée par un professionnel de l'accompagnement à la transformation numérique des TPE/PME.

Exemple de reporting

Nom	Prénom	Fonction	Nom de la structure	Type de structure	N° de Siret	Courriel	Tél	Taille entreprise	Secteur d'activité (NAF)	Adresse	CP	Ville	Région	Nom du responsable de la structure*	Prénom du responsable de la structure*	Courriel personne responsable de la structure*
														API INSEE	API INSEE	API INSEE
Participant1																
Participant2																
etc.																